



dossier n° PC 004 019 24 S0012



date de dépôt : 14 juin 2024

demandeur : **Communauté de communes Vallée de l'Ubaye Serre Ponçon, représentée par Madame JACQUES Elisabeth**pour : **la transformation de l'ancien centre de secours en maison des services et solidarités, la réhabilitation énergétique de l'ensemble du bâtiment existant et la création d'une chaufferie bois et d'un auvent vélos.**adresse terrain : **9 Avenue de Nice, à Barcelonnette (04400)**parcelle : **AD 528**

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°332/2024 du 23 octobre 2024
accordant un permis de construire
au nom de la commune de Barcelonnette**

Le maire de Barcelonnette,

Vu la demande de permis de construire présentée le 14 juin 2024 par la Communauté de communes es Vallée de l'Ubaye Serre Ponçon, représentée par Madame JACQUES Elisabeth demeurant 4 avenue des trois frères Arnaud, Barcelonnette (04400) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la transformation de l'ancien centre de secours en maison des services et solidarités, la réhabilitation énergétique de l'ensemble du bâtiment existant et la création d'une chaufferie bois et d'un auvent vélos. ;
- sur un terrain situé 9 Avenue de Nice, à Barcelonnette (04400) ;
- pour une surface de plancher créée de 542 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les dispositions particulières aux zones de montagne (L122-I et suivants du code de l'urbanisme) ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17/12/2019 ;

Vu le règlement de la zone Uc ;

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels approuvé et particulièrement le règlement du secteur R10 ;

Vu l'affichage en mairie du récépissé de dépôt de la demande en date du 19/06/2024 ;

Vu l'avis favorable de la Direction Régionale des Affaires Culturelles en date du 10/07/2024 ;

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours assorti de prescriptions en date du 08/08/2024 ;

Vu l'avis réputé favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 19/08/2024 ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées en date du 12/09/2024 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les prescriptions du SDIS indiquées dans son avis favorable en date du 08/08/2024 (copie ci-jointe) seront obligatoirement respectées.

Le Maire,

Yvan BOUGUYON



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.